



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 855 mai 2022

*Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.  
Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur [www.ocbf.com](http://www.ocbf.com).*

### Droit bancaire

Une proposition de directive du 11 mai 2022 vise à modifier la directive 2011/83/UE en ce qui concerne les **contrats de services financiers conclus à distance** et abroger la directive 2002/65/CE. L'objectif est le même, à savoir promouvoir la fourniture de services financiers dans le marché intérieur tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs.

À la suite de la consultation des fédérations représentatives des professionnels et des consommateurs à laquelle l'OCBF a participé, l'ACPR a publié sa **recommandation révisée portant sur le traitement des réclamations**. L'objectif de la nouvelle recommandation est de diminuer les délais de réponse aux clients des professionnels des secteurs de l'assurance et de la banque mais également de faciliter la saisine par les clients, améliorer l'identification et le suivi des réclamations ainsi que de corriger les dysfonctionnements détectés.

### Droit des affaires

Après la publication de la loi n° 2022-172 en faveur de l'**activité professionnelle indépendante**, le 14 février 2022, trois décrets d'application et un arrêté ont été publiés.

### Blanchiment et financement du terrorisme

Le GAFI a publié, le 17 mai 2022, le **nouveau rapport d'évaluation mutuelle de la France**. Il présente les mesures de LCB-FT en place en France afin de répondre aux 40 recommandations GAFI au moment de la visite sur place du 28 juin au 28 juillet 2021.

Un décret publié le 17 mai 2022 institue un **dispositif temporaire d'information du public sur les mesures de gel mises en œuvre par l'UE dans le contexte de la guerre en Ukraine**.

L'EBA a publié, le 27 avril 2022, une **déclaration visant à garantir l'accès des réfugiés ukrainiens au système financier de l'UE, protéger les clients vulnérables contre les abus criminels et gérer les risques de sanctions et les problèmes d'inclusion financière**.

### Banque-Assurance

Un avis du CCSF du 29 avril 2022, qui sera mis en œuvre par les assureurs le 1<sup>er</sup> juillet 2023, facilite les **conditions de résiliation ou de rétractation des contrats d'assurance**.

### Vos interlocuteurs :

#### Pôle juridique et conformité :

[Eva Ruimy](#) : droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire

[Eric Percheron](#), [Camille Montet](#) : lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption

[Camille Montet](#) : protection des données personnelles, services de paiement

[Ludivine Polère](#) : marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable

[Mina Kanouté](#) : droit des sociétés

#### Pôle comptable, fiscal, prudentiel et contrôles :

[Sylviane Castillo](#) : affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques

#### Centre de documentation :

[Anne-Sophie Lapôte et Emmanuelle Colson](#) : veille documentaire

Abonnement et tarifs : [Anne-Sophie Lapôte](#)



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 855 mai 2022

### Marchés financiers

Dans son **rapport annuel 2021**, l'AMF dresse le bilan de l'année écoulée, qui s'achève dans un contexte économique affecté par les conséquences de la guerre en Ukraine.

L'AMF modifie son règlement général et sa doctrine en matière de **commissions de mouvement** et de **commercialisation des fonds**, à la suite d'un exercice européen de supervision sur les pratiques des sociétés de gestion de portefeuille en matière de coûts et frais liés à la gestion.

Des associations de la Place financière de Paris (l'AFG, l'AMAFI et la SFAF) ont signé le 19 mai 2022 une **charte de bonnes pratiques encadrant la recherche sponsorisée**.

### Finance durable

L'AMF sollicite les parties prenantes sur des propositions d'intégration, dans le règlement général, des nouvelles exigences liées à la durabilité applicables aux PSI, aux CIF et aux sociétés de gestion d'OPCVM.

### Corruption

L'AFA a publié le 20 mai 2022 son **rapport annuel d'activité sur l'année 2021** qui a en particulier été marquée par le plan national pluriannuel de lutte contre la corruption et l'évaluation de la politique anticorruption de la France par la mission parlementaire d'information sur l'évaluation de l'impact de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, le GRECO et l'OCDE.

L'AFA a lancé le 10 mai 2022 une **nouvelle enquête**, ouverte jusqu'au 10 juillet 2022, sur l'état des **dispositifs anti-corruption dans les entreprises**.

### Panorama de jurisprudence Droit bancaire, Droit des affaires

Le Conseil constitutionnel déploiera avant la fin 2022 un **portail internet de la QPC**, qui innovera en permettant d'avoir une vision complète de son actualité. Parallèlement, l'ouverture des données de décisions de justice dans l'ordre administratif et judiciaire (Open Data) s'accélère.

Une banque qui ne remet pas de documents au consommateur lui permettant d'évaluer les conséquences économiques, potentiellement significatives, d'une clause de monnaie étrangère et qui ne fournit aucun exemple chiffré, aucune simulation ni explication sur la distinction entre la monnaie de compte et la devise initiale ne satisfait pas à son exigence de transparence à l'égard du consommateur, cette clause créant un **déséquilibre significatif au détriment de l'emprunteur** (Cass. civ. (1re ch.) 20 avril 2022).

**Revirement de jurisprudence** concernant les cautionnements (dans leur régime antérieur à la réforme du droit des sûretés). Ainsi, si la prescription biennale de l'article L. 218-2 du code de la consommation procède de la qualité de consommateur, son acquisition affecte le droit du créancier, de sorte qu'il s'agit d'une exception inhérente à la dette dont la caution, qui y a intérêt, peut se prévaloir (Cass. civ. (1re ch.) 20 avril 2022).

La mention manuscrite comportant des termes non prescrits par l'article L. 341-2 du code de la consommation, dans sa rédaction applicable au litige, (ajout entre le mot « intérêts » et le mot « et », les mots « des commissions, frais et accessoires »), **n'est pas de nature à modifier le sens ou la portée de l'engagement de la caution**, mais conduit seulement à préciser la nature des sommes couvertes par le cautionnement, sans en modifier la limite, fixée à un certain montant (Cass. com. 21 avril 2022).

*Les archives des Bulletins mensuels d'information et les textes officiels cités dans ces Bulletins sont disponibles sur e-Doc : le portail documentaire de l'OCBF accessible via votre [espace adhérents](#)*



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 855 mai 2022

### Économie numérique, informatique et libertés

Le CEPD a adressé, le 20 mai 2022, **une lettre aux institutions européennes en charge de la protection des données à caractère personnel dans le cadre du nouveau paquet législatif relatif à la LCB-FT**. Il formule un certain nombre de demandes à leur attention en vue d'assurer une protection effective des données à caractère personnel utilisées dans le cadre de la LCB-FT, notamment celles relatives aux condamnations pénales.

Un arrêté modifiant l'arrêté du 10 août 2016 autorisant la création d'un **traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVERIF »** a été publié le 17 mai 2022.

Un décret autorisant la **création d'un moyen d'identification électronique dénommé « Service de garantie de l'identité numérique »** (SGIN) a été publié le 27 avril 2022.

Le CEPD a lancé, le 16 mai 2022, deux **consultations publiques**, ouvertes jusqu'au 27 juin 2022 :

- sur les lignes directrices sur **l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale dans le domaine répressif** ;
- sur les lignes directrices sur le **calcul des amendes administratives en application du RGPD**.

### Fiscal

La Commission européenne a proposé le 11 mai 2022 un **projet de directive prévoyant la mise en place d'une franchise pour la réduction des incitations fiscales favorisant l'endettement** (*Debt-equity bias reduction allowance* - DEBRA) qui accordera le même traitement fiscal aux fonds propres que celui appliqué aux emprunts.

L'Administration apporte des précisions en ce qui concerne **l'exonération de TVA applicable aux opérations d'assurance et de réassurance et aux prestations de services y afférentes effectuées par les courtiers et intermédiaires d'assurance** pour tenir compte notamment de la jurisprudence de la CJUE.

### Droit des sociétés

Dans un rapport du 30 mars 2022, le HCJP engage une **réflexion sur l'adaptation de la gouvernance des sociétés en valorisant l'expérience de la crise sanitaire**.



---

### Bulletin d'information imprimable : tarifs pour 2022\*

#### **Votre établissement est adhérent à OCBF-Services et Formation :**

Bulletin d'information version électronique imprimable : **264,00 € TTC** soit 220,00 € HT

#### **Votre établissement n'est pas adhérent à OCBF-Services et Formation :**

Bulletin d'information version électronique imprimable : **936,00 € TTC** soit 780,00 € HT

*Pour vous abonner, renvoyez-nous ce formulaire*

Dénomination sociale .....

Nom..... Prénom

Fonction .....

Adresse complète.....

Téléphone ..... E-mail

Je souhaite m'abonner à la version électronique imprimable du Bulletin d'information OCBF pour 2022

Fait à ..... le ..... Signature et cachet

\* Formulaire à retourner à [Anne-Sophie Lapôte](#)

Règlement à l'ordre d'OCBF-Services et Formation. Pour un abonnement en cours d'année, la facturation se fera au prorata des mois restants.



## Sommaire

<b>Droit des affaires</b>	<b>5</b>	<b>Droit des sociétés</b>	<b>41</b>
- <b>Entreprise</b> : entrepreneur individuel : publication de plusieurs mesures d'application		- <b>Contrôle des sociétés</b>	
- <b>Procédures collectives</b>		- <b>Fusion, scission, cession et transmission</b>	
- <b>Sortie de crise et relance économique</b>		- <b>Gouvernance</b> : gouvernance des sociétés et valorisation de l'expérience de la crise sanitaire : rapport du HCJP	
<b>Droit bancaire</b>	<b>10</b>	- <b>Information réglementée</b>	
- <b>Crédit</b>		- <b>Jurisprudence</b>	
- <b>Protection des clients</b> : CCSF : rapport annuel – services financiers en ligne : proposition de directive – traitement des réclamations : publication de la recommandation révisée de l'ACPR		<b>Blanchiment et financement du terrorisme</b>	<b>45</b>
<b>Panorama de jurisprudence</b>		- <b>Réglementation</b>	
<b>Droit bancaire, Droit des affaires</b>	<b>17</b>	- <b>Autorité</b> : accès des systèmes financiers de l'UE : déclaration de l'EBA	
- <b>Consommation</b>		- <b>Coopération européenne et internationale</b> : rapport d'évaluation mutuelle de la France par le GAFI : un cadre robuste et efficace cependant perfectible pour les professions non-financières	
- <b>Crédit</b> : anatocisme : en cas de remboursement anticipé d'un prêt immobilier ou de défaillance, point de capitalisation des intérêts – prêt en devises et clauses abusives – TEG, saisie des rémunérations et titre exécutoire		- <b>Sanction financière</b>	
- <b>Procédure</b>		<b>Corruption</b>	<b>51</b>
- <b>Procédures collectives</b> : période suspecte : le paiement fait pendant la période suspecte par une société n'est pas nul dès lors qu'il est établi que ce n'est pas la société qui est le véritable auteur du remboursement litigieux		- <b>Autorité</b> : AFA : rapport annuel d'activité	
- <b>Recouvrement des créances et voies d'exécution</b> : gel des avoirs du débiteur : exonération de la majoration du taux de l'intérêt légal et suspension de la prescription		- <b>Coopération européenne et internationale</b>	
- <b>Sûretés</b> : caution : revirement de jurisprudence, la prescription biennale appartenant au débiteur principal est une exception inhérente à la dette – caution : ajout de termes à la mention manuscrite		<b>Économie numérique, informatique et libertés</b>	<b>54</b>
<b>Marchés financiers</b>	<b>26</b>	- <b>Économie et finance numérique</b>	
- <b>Autorité</b> : AMF : rapport annuel 2021		- <b>Informatique et libertés</b> : paquet législatif de l'UE en matière de LCB-FT : lettres du CEPD aux institutions en charge de la protection des données personnelles	
- <b>Commercialisation</b>		- <b>Sécurité</b>	
- <b>Épargne réglementée</b>		<b>Services et instruments de paiement</b>	<b>59</b>
- <b>Gestion d'actifs</b> : fonds : synthèse des contrôles SPOT sur les coûts et frais et modification du RGAMF et de la doctrine de l'AMF		- <b>Instruments de paiement</b>	
- <b>Infrastructure de marché</b>		- <b>Services de paiement</b>	
- <b>Marché</b>		<b>Fiscal</b>	<b>61</b>
- <b>Médiation</b>		- <b>BIC-IS</b>	
- <b>Protection des investisseurs</b>		- <b>International</b>	
- <b>Sanction, transaction et jurisprudence</b>		- <b>Plus-value</b>	
<b>Banque-Assurance</b>	<b>35</b>	- <b>Procédure</b>	
- <b>Distribution d'assurances</b> : résiliation et délai de renonciation : avis du CCSF		- <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b> : exonération des opérations d'assurance : refonte des commentaires au BOFiP	
- <b>Sanction et jurisprudence</b> : garanties décès : sanction par l'ACPR d'une mutuelle		<b>Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable</b>	<b>68</b>
<b>Finance durable</b>	<b>39</b>	- <b>Autorité</b>	
- <b>Finance responsable</b> : consultation de l'AMF : intégration dans le règlement général des exigences liées à la durabilité		- <b>Réglementation comptable et audit</b>	
- <b>Finance verte</b>		- <b>Réglementation prudentielle</b>	
		<b>Textes en cours d'examen</b>	<b>73</b>
		<b>Derniers textes parus</b>	<b>77</b>
		<b>Glossaire</b>	<b>80</b>
		<b>Annexe : OCBF-Services et Formation</b>	<b>86</b>
		- <b>Calendrier des Webinaires et Formations</b>	
		- <b>Publications comptables</b>	